



LUXEMBOURG

Intervention de

Madame Sylvie LUCAS
Représentant permanent du Grand-Duché de Luxembourg
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité

New York, le 26 octobre 2010

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Le Luxembourg félicite la Présidence ougandaise du Conseil pour avoir organisé ce débat ouvert à l'occasion du dixième anniversaire de la résolution 1325, la première résolution adoptée par le Conseil qui traite spécifiquement de l'impact de la guerre sur les femmes et de leur rôle dans la recherche de la paix.

Les femmes et les filles sont souvent les principales victimes des conflits, et elles ont des besoins spécifiques à l'issue de ces conflits. Ces besoins spécifiques doivent être pris en compte si on veut que la sortie de conflit soit durable.

Il est de même crucial que les femmes soient engagées davantage dans les efforts de maintien et de consolidation de la paix à tous les niveaux, et ce dès le départ, de sorte à leur assurer une meilleure participation dans les efforts de développement, et accroître les chances pour que la paix soit durable. Le Plan d'Action en sept points présenté par le Secrétaire général dans son récent rapport sur la participation des femmes à la consolidation de la paix est un excellent outil dans ce contexte, et, s'il est mis en œuvre, une contribution précieuse à l'application de la résolution 1325. L'important débat que vous avez organisé le 13 octobre sur la consolidation de la paix en situation post-conflit, Monsieur le Président, a été l'occasion pour le Conseil de sécurité de se pencher une première fois sur ce rapport, et nous espérons qu'il donnera rapidement une suite concrète au Plan d'action proposé.

Si elles sont mises en mesure de jouer ce rôle, les femmes peuvent être des acteurs clefs pour ramener la paix et la sécurité dans leurs communautés.

Monsieur le Président,

Comme l'a souligné le Représentant de l'Union européenne dans sa déclaration à laquelle le Luxembourg souscrit pleinement, dix ans après l'adoption de la résolution 1325, nous devons malheureusement constater que les progrès accomplis dans sa mise en œuvre et dans la mise en œuvre de ses résolutions de suivi restent insatisfaisants. Je voudrais saluer dans ce contexte l'analyse très franche que livre le Secrétaire général dans son dernier rapport. Il y conclut que l'un des principaux obstacles à l'application de la résolution 1325 est l'absence d'une approche harmonisée et coordonnée, s'inscrivant dans un cadre clair avec des objectifs concrets et spécifiques et accompagnée d'un ensemble d'indicateurs de résultat. Nous encourageons le Secrétaire général dans sa volonté de procéder à une refonte du Plan d'action à l'échelle du système pour le transformer en un outil de planification stratégique, qui facilite la coordination entre les nombreux acteurs engagés dans la mise en œuvre de la résolution 1325. Un rôle important devra impérativement revenir dans ce contexte à la nouvelle Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg souscrit aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport. Des efforts accrus sont nécessaires à tous les niveaux, y compris au niveau des Etats membres, pour assurer la pleine mise en œuvre de la résolution 1325.

Dans le cadre de son plan national pour l'égalité des femmes et des hommes, le Luxembourg s'engage à soutenir systématiquement des initiatives visant à intégrer la dimension du genre dans les travaux des organisations internationales et régionales, et à veiller à ce que la dimension du genre soit prise en compte dans les situations de conflit ou post-conflit. Mon pays veille également à la prise en compte systématique de la dimension du genre dans ses projets de coopération et d'action humanitaire pour mieux atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et soutient pleinement les initiatives de paix prises par des groupes locaux de femmes ainsi que le travail des organisations non gouvernementales pour assurer une

participation paritaire des femmes dans les situations post-conflit. Le plan national prévoit par ailleurs d'augmenter le pourcentage des femmes et des hommes formés spécifiquement en matière d'égalité de genre faisant partie du personnel civil et militaire participant à des missions de paix.

Qu'il me soit permis de citer un exemple concret de notre soutien : le projet « Women and War », une initiative du Comité international de la Croix-Rouge qui a permis de développer des lignes directrices pour une approche multidisciplinaire en matière de prévention et de lutte contre la violence sexuelle.

Monsieur le Président,

Il y a 10 ans, la résolution 1325 a demandé à toutes les parties à un conflit armé de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels. Elle a aussi souligné que tous les Etats ont l'obligation de mettre fin à l'impunité et de poursuivre en justice ceux qui sont accusés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris toutes les formes de violence sexiste et autre contre les femmes et les petites filles.

Les viols de masse commis cet été au Nord-Kivu nous ont montré de manière brutale qu'on est loin d'avoir mis fin au recours à la violence sexuelle comme arme de guerre.

Comme mon Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères a déjà pu le dire lors de son intervention devant l'Assemblée générale en septembre, de telles violations flagrantes des droits de l'homme ne peuvent être tolérées plus longtemps. Il faut mettre fin à l'impunité. Et la lutte contre l'impunité doit cesser d'être un objectif abstrait pour devenir une réalité effective et concrète, au succès de laquelle nous sommes tous appelés à coopérer.

A l'instar du Représentant de l'Union européenne, je voudrais dès lors encourager le Conseil de sécurité à redoubler d'efforts dans la lutte contre l'impunité, et à prendre des sanctions ciblées contre toutes les parties responsables pour les violations graves des droits des femmes, y compris les auteurs de violences sexuelles.

Monsieur le Président,

Ma délégation salue vivement la décision du Conseil de recommander le recours aux indicateurs développés par le Secrétaire général et encourage toutes les parties prenantes à les rendre opérationnels dans les meilleurs délais. Un tel mécanisme de suivi clair, continu et exhaustif aidera les Etats membres comme le système des Nations Unies et le Conseil de sécurité à examiner les progrès accomplis et à renforcer la mise en œuvre de la résolution 1325. Un léger bémol cependant : nous aurions espéré voir le Conseil créer par la même occasion un groupe de travail chargé d'examiner les progrès accomplis sur la base des rapports annuels du Secrétaire général et de formuler des recommandations à l'intention du Conseil sur la meilleure façon de combler les lacunes et de relever les défis afin d'accélérer cette mise en œuvre.

Avant de conclure, permettez-moi de saluer le rôle essentiel joué par la société civile et les organisations de femmes dans la conception et la mise en œuvre de la résolution 1325. Sans leur engagement et sans leurs contributions, la question des femmes, de la paix et de la sécurité n'aurait jamais reçu l'attention que celle-ci mérite, et doit impérativement continuer à recevoir dans les années à venir de la part de la communauté internationale.

Je vous remercie.